



**enough**

The project to end genocide and crimes against humanity

## «Ce qui n'est pas dit est ce qui les divise»

Les points essentiels d'un processus de paix pour mettre fin à la guerre du Congo.

Sasha Lezhnev et John Prendergast

Décembre 2012

La situation dans l'est du Congo continue de se détériorer. Tout au long de la dernière explosion et des cycles précédents de conflit, les causes profondes de la guerre ne sont pas et n'ont pas été abordées. Les «processus de paix» se concentrent sur arrangements fragiles, qui sont désignée pour partager le pouvoir et qui ont sapé la souveraineté de l'Etat congolais et le professionnalisme de ses forces armées.

Maintenant, il devrait être or il aurait du être une possibilité pour faire avancer une initiative plus large pour la paix. Malheureusement, il n'existe pas encore. Les dirigeants mondiaux, par exemple secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton ou le secrétaire général à l'ONU Ban Ki-moon, ont rencontré avec président congolais Joseph Kabila et le président rwandais Paul Kagame dans les derniers mois exhortant négociations constructives. Les discussions présidées par le président ougandais, Yoweri Museveni, sont désormais entre le gouvernement congolais et les rebelles M23, mais le processus n'a pas encore été productif. À ce jour, les pourparlers ont seulement discutent la vérification des frontières et la composition d'une «force neutre» pour éliminer les groupes rebelles. La série de pourparlers à Kampala probablement va se concentrer uniquement sur la restauration des accords du 23 Mars, au lieu des questions plus larges. Il n'y a pas de vision pour une solution durable. En bref, les initiatives de paix sont devenues encore un autre forum pour les combattants régionales avec les plus gros canons pour assurer leurs cibles et de manipuler le sentiment international.

L'ambassadeur Francis Deng a écrit un essai intitulé: «. Qu'est-ce qui n'est pas dit est ce qui divise» À notre avis, les cibles économiques, politiques et de sécurité de Kinshasa, Kigali, Kampala - qui ont profité du chaos dans l'est du Congo - et les cibles de la société civile congolaise doit être adressées directement, ou bien les horreurs d'intervention régional et de la prédation État se poursuivra. Chaque pays craint que son influence régionale et le contrôle des ressources seront prises par une autre partie. Par exemple, le Rwanda et l'Ouganda s'inquiètent que leur sécurité, minières et pétrolières seront menacées par de nouveaux combats à la frontière congolaise. Afin de protéger ces intérêts, ils apportent un soutien financier et logistique aux groupes des rebelles dans la région.

Ces groupes déstabiliser encore plus la région. En conséquence, le soutien aux groupes rebelles continue, perpétuant le problème. En outre, les voix de la société Congolais civile ont été ignorées au point qu'il n'y a aucune confiance dans l'État. Enfin, la question de la responsabilité de l'État été laissée pour les groupes en marge pour protester, alors que l'impunité persiste.

Les facteurs fondamentaux de conflit ne sont jamais sur la table des négociations a propos de la crise au Congo. La recette pour la résolution des conflits - parvenir à un accord basé sur les intérêts des parties - est manquant. Il est temps de placer ces questions sur la table et se mettre d'accord sur un plan conjoint. Amener les parties à se mettre d'accord pour discuter de ces questions normalement tabous - contrôle du commerce des minéraux, et d'un cadre politique plus inclusif - exigera également une influence extérieure et le processus de médiation.

Deux pièces sont disparues. Tout d'abord, un cadre commun pour l'avenir doit être convenu dans laquelle le Congo et la région peuvent bénéficier du développement des ressources naturelles. Avec l'investissement international cela va créer les conditions pour institutions de gouvernance. Les recettes fiscales qui en découlent des légitimes opérations économiques stimuleront le développement économique plus que l'aide ne pourrait jamais. Traiter les causes économiques de la guerre supprimera le principal moteur de ce conflit et créera aussi le principal moteur de la reconstruction de l'État.

Contrairement au plan de 2009 de l'ancien président français Nicolas Sarkozy, ce cadre n'est pas de récompenser les agresseurs avec le butin de guerre. Au lieu de cela, il s'agit d'élargir le gâteau économique en négociant un cadre et un forum pour l'investissement considérablement accru dans le développement du Congo. Cependant, dans ce nouveau cadre, les frontières et les mécanismes régionaux d'investissement seraient mieux définis. Idéalement, les nouvelles concessions de mines et le pétrole seraient ouverts dans un cadre transparent pour les investisseurs internationaux et régionaux. Cette approche rendrait obligatoire que les ressources extraites dans la région sont traitées dans la région, ajoutant de la valeur pour toutes les parties, en particulier les Congolais. Tirant les leçons du Nigeria-Sao Tomé-et d'autres contextes, chaque pays de la région bénéficieront d'une manière transparente, certifié commerce, tandis que le renforcement des capacités à ajouter de la valeur aux minéraux et de pétrole de la transformation. Cet investissement a soudainement devenu une possibilité nouveau en raison de l'attention accrue considérablement d'entreprise sur la région à la suite des dernières réformes transparences régionales et internationales.

Deuxièmement, un cadre politique pour le Congo doit restaurer la confiance du public et ramène la viabilité de l'Etat congolais, en assurant que la rébellion ne se reproduit pas encore. Le Président Kabila doit surmonter une crise politique cause par l'échec de l'armée et de 2011 élections truquées. Les négociations avec M23 mineront son autorité et insultent le peuple congolais. Il est temps pour un plus large dialogue inter-congo-

lais - avec la participation active des dirigeants du gouvernement, des partis politiques et la société civile - pour trouver un consensus national sur la décentralisation, la protection des minorités, la réforme agraire nationale, le retour des réfugiés et la réforme du cadre politique. La réforme du secteur de la sécurité, qui est une question de nature politique, devrait également être un élément central de l'équation. Grievs légitimes des M23 devrait également être adressé, mais ces discussions ne devraient pas permettre l'intégration des criminels de guerre dans l'État. L'initiative devrait être assistée par la société civile et les partis politiques pour mettre en avant des questions fondamentales. Le processus devrait être fondé sur les principaux succès et les lacunes de la première 2001-2003 dialogue. Kabila ne pourrait pas survivre politiquement si il n'abordera pas ces questions par un dialogue inclusif.

La communauté internationale doit également être prêt à fournir des incitations, pressions, et un soutien durable au processus de paix. Ce soutien sera important pour établir la confiance.

Le rapport aborde **cinq grands thèmes politiques** qui doivent être abordées pour faire la paix en Congo.

1. En notant la nécessité de respecter la souveraineté politique du Congo, le rapport recommande une plus grande décentralisation. Les fonctionnaires provinciaux doivent avoir le pouvoir de gouverner.
2. Il existe un besoin urgent de protection des minorités, en particulier pour les Tutsis congolais.
3. Les auteurs soulignent l'importance de la réforme agraire nationale et d'aborder le rapatriement des réfugiés et la réinsertion.
4. Enfin, le rapport souligne le caractère vital de réformes politiques, en particulier d'un plan légitime pour les élections locales.

**Dans le domaine économique**, Enough propose quatre étapes qui doivent être réalisées pour le processus de paix.

1. Tout d'abord, le rapport insiste sur la nécessité de faire des investissements étrangers au Congo en offrant aux investisseurs des incitations et facilitant le respect de l'article 1502 de la loi Dodd-Frank (2010), qui oblige les entreprises à divulguer leur utilisation des minérales du conflit. Dans son témoignage devant le Congrès américain en 11 décembre, John Prendergast, fondateur d' *Enough*, a souligné la recommandation du rapport pour une conférence sur l'investissement sur «les mines de paix.»

2. Le rapport propose un cadre commun pour l'investissement régional et un engagement renouvelé pour s'assurer que toutes les concessions minières et les permis d'exploration sont utilisés.
3. Le rapport souligne l'importance de la démarcation de la frontière pour la réussite des projets d'investissement transfrontaliers.
4. Le rapport souligne la nécessité de prendre des mesures pour fermer les tanières de contrebande, qui continue de sévir au secteur des industries extractives.

Le rapport aborde également **les problèmes de sécurité** qui ont paralysé Congo ces dernières semaines.

1. Le rapport recommande l'élargissement du mandat des forces de Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, ou MONUSCO, en insistant sur la valeur des unités de combat spécialisées.
2. Le rapport appelle à amplifier des réformes du secteur de sécurité.
3. Le rapport souligne la nécessité d'une approche multiple pour la réforme des forces armées congolaises, ou FARDC, en suggérant la poursuite de certains hauts fonctionnaires, offres d'immunité pour les autres, et la mise en œuvre d'un robuste système anti-corruption.
4. Enfin, le rapport conclut par un appel à la responsabilité des Bosco Ntaganda et Sylvestre Mudacumura et d'autres responsables de graves violations des droits de l'homme.